

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE N°AR-DPMS-2026-  
N°384 AT ERP

AUTORISATION DE CONSTRUIRE, D'AMENAGER OU DE  
MODIFIER UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

|                                                           |                                                                     |                  |
|-----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|------------------|
| Libellé ERP : C.C. CARREFOURMAGASINS - CENTRE COMMERCIAUX |                                                                     |                  |
| Référence dossier : Autorisation de travaux 266/26/00046  |                                                                     | ERP n° E26600073 |
| Déposé le : 28/05/2026                                    | Affaire suivie par : Laurence Rousset                               | Catégorie : 1    |
|                                                           |                                                                     | Type : M PS      |
| Demandeur :                                               | CARREFOUR HYPERMARCHES<br>145 rue Anatole France 69100 VILLEURBANNE |                  |
| Nature des travaux:                                       | Aménagement de locaux Drive                                         |                  |
| Adresse :                                                 | 145 Rue Anatole France<br>69628 VILLEURBANNE                        |                  |

DIRECTION PREVENTION  
MEDIATION SECURITE  
  
SERVICE SECURITE CIVILE  
URBAINE  
hôtel de ville  
place lazare goujon  
métro gratte-ciel  
69601 villeurbanne cedex  
téléphone 04 78 03 69 55  
  
adresse postale  
hôtel de ville  
bp 5051  
69601 villeurbanne cedex  
en rappelant le service  
concerné

vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-1 et L 2212-2 ;  
vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment l'article L111-8 concernant les travaux non soumis à permis de construire, les articles R 123-1 à R 123-55 relatifs au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique, et les articles R 111-19-13 à R 111-19-26 concernant les dispositions réglementaires en matière d'accessibilité aux personnes handicapées.  
vu l'Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP);  
vu l'avis favorable émis par la sous-commission départementale des ERP-IGH, lors de la séance plénière du 2 juillet 2026;  
vu l'avis réputé favorable par la sous-commission départementale d'accessibilité, lors de la séance plénière 21 juillet 2026;

Considérant la demande d'autorisation de travaux susvisée,  
  
Considérant les conclusions, favorables des Commissions de Sécurité et de la sous-commission départementale d'Accessibilité, il convient d'autoriser la réalisation des travaux étudiés ;  
  
Sur proposition de madame la directrice générale des services de Villeurbanne,

Arrête

Article 1  
L'autorisation de travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est accordée, sous réserve du respect des droits des tiers.  
  
Article 2  
La présente autorisation est conditionnée au respect des prescriptions mentionnées :  
dans le procès-verbal n°2026-002923 de la séance du 2 juillet 2026 de la Commission de Sécurité  
dans le procès-verbal de la séance du 21 juillet 2026 de la sous-commission départementale d'accessibilité ,

annexés au présent acte.

### Article 3

L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique précités.

### Article 4

Le présent arrêté sera notifié au demandeur et à l'exploitant, publié sur le compte internet de la Ville et transmis pour information au Service Départemental et Métropolitain d'Incendie et de Secours (groupement prévention).

### Article 5

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, un recours contentieux pour excès de pouvoir peut être introduit auprès du tribunal administratif de Lyon, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

### Article 6

Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet du Rhône (Direction des Libertés publiques et des Affaires Décentralisées).

Villeurbanne, le jeudi 17 septembre 2026

Yann Crombecque

Adjoint au maire  
délégué à la sécurité, à la prévention, et au cadre de vie, à  
la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, à la laïcité, à la  
citoyenneté et au dialogue avec les cultes.

